

L'ÉDITO

France-Afrique : l'impossible rupture du « pacte colonial »



FRÉDÉRIC LEJEAL

Politologue de formation, spécialiste de l'Afrique depuis vingt-cinq ans, Frédéric LEJEAL a accompli sa carrière en tant que journaliste notamment comme rédacteur en Chef de La Lettre du Continent, publication bilingue confidentielle sur l'Afrique de l'Ouest et les réseaux d'affaires dans le Golfe de Guinée. Proche de Jean Audibert, ancien conseiller Afrique de François Mitterrand, il a vécu quatre ans sur ce continent, et a parcouru une trentaine de pays. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont « Le Burkina Faso » paru aux éditions Karthala.

La politique africaine de la France est un vieux vêtement rapiécé. Depuis Nicolas Sarkozy, chaque locataire de l'Élysée entend nettoyer cette relation de fonds en comble pour, au final, s'en réapproprier les grands fondamentaux. Aux désirs de modernité affichés à chaque début de mandat succède inévitablement la fatalité du renoncement, donc de l'immobilisme.

Emmanuel Macron ne fait pas exception à la règle. Le sommet Afrique-France organisé le 8 octobre à Montpellier en apporte l'illustration. Cette rencontre voulue novatrice, sans chefs d'Etat, mais en présence d'artistes, d'entrepreneurs et de responsables de la société civile, a adopté le même format et les mêmes thématiques que le discours prononcé par le président français à Ouagadougou, en novembre 2017, devant les étudiants burkinabés. Convoquer à quatre ans d'intervalle deux rencontres similaires avec « la jeunesse africaine » situe l'échec de la volonté macronnienne de rafraîchir la relation bilatérale et de la placer sur de nouveaux rails.

Le début de quinquennat n'avait d'ailleurs pas fait illusion, qui a été marqué par le côté fixiste de cette relation malgré un désir d'aggiornamento au sud du Sahara. Empruntant les orientations de ses prédécesseurs, le nouveau président français crut, en effet, inopportun d'engager une réflexion globale sur le dispositif militaire - unique en son genre - (Opex, bases prépositionnées, accords de coopération...) de la France en Afrique. Il s'est même rendu au Mali au lendemain de sa victoire pour saluer les soldats de l'opération Barkhane.

S'éloignant des discours centrés sur la démocratie et l'Etat de droit, il adouba d'emblée des régimes peu vertueux sur ces

questions (Gabon, Rwanda, Congo-Brazzaville, Djibouti, Guinée...). En 2019 au Tchad, il n'hésita pas non plus à sauver le régime d'Idriss Deby Itno de la énième menace d'une rébellion en mobilisant plusieurs Mirages de cette Opex de lutte antiterroriste aux contours flous. Autre trait de cette continuité malgré une meilleure intrusion du Parlement, notamment sur les questions liées à l'Aide publique au développement (APD), les dossiers africains sont demeurés, ces dernières années, « le domaine réservé du domaine réservé » présidentiel, les députés ayant toujours aussi peu voix au chapitre. Enfin, du point de vue discursif, Paris n'a pas rompu avec une parole jugée paternaliste voire condescendante. Un sentiment largement partagé par ses partenaires. La convocation des chefs d'Etat membres du G5 Sahel à Pau, en janvier 2020, pour obtenir leur part une « clarification » quant à la présence française au Sahel n'est qu'une des multiples illustrations de cette posture.

Pourquoi cette permanence de la doxa française au-delà des mandats, des couleurs politiques ou de la psychologie de chaque mandataire élyséen ? Parce que le lien entre la France et les capitales sub-sahariennes ne saurait se borner à une relation bilatérale ordinaire. Il s'inscrit dans une dimension géopolitique et géostratégique bien plus large qu'aucun président ne peut ignorer. Bien qu'il ne représente que 3% de ses échanges commerciaux, le continent africain forge, en effet, depuis deux siècles le statut de « plus grande des puissances moyennes » de l'Hexagone. Outre de constituer une clientèle politique utile aux Nations Unies, les pays de l'ancien « pré carré » lui renvoient en miroir son aura de puissance internationale et maritime. Lui retirer cette dimension et la France se limiterait ipso facto à ses frontières, se transformant en un Etat sans envergure, ni ambition au même titre que la Pologne ou le Luxembourg. Ainsi la politique française en Afrique continue, comme depuis plusieurs décennies, de se situer dans ce jeu aux équilibres fragiles consistant à tenter de préserver une zone d'influence en pleine recomposition face à la montée des périls et des puissances concurrentes tout en s'imposant une prise de distance d'avec ce « bloc » historique pour éviter de subir frontalement les multiples crises qui s'y jouent. Les cas malien et centrafricain sont, sur ce point, exemplaires.

De fait, Emmanuel Macron s'est trouvé en incapacité de modifier en profondeur l'ADN franco-africain préférant aux incertitudes d'un virage brutal un soutien plus net à des régimes « forts » dont Paris ne peut se passer pour la défense de ses intérêts. Le Tchad est symptomatique de cette approche. En se précipitant aux obsèques d'Idriss Déby Itno, en avril dernier, le chef de l'Etat français a du même coup, par sa seule présence, validé le putsch constitutionnel de son fils,

Mahamat Idriss Déby.

A force de s'imposer, cette distorsion entre les conduites anarchiques en écho à un narratif plus volontariste sur les libertés a fait naître la défiance des populations africaines. Alors que ces dernières avaient placé dans ce président jeune un espoir immense d'en finir avec une relation incestueuse, l'absence d'évolution a fait naître un sentiment de frustration rarement atteint chez les jeunes tout comme chez nombre d'espérants « décoloniaux », en France. Malheureusement, l'ouverture vers les « autres Afriques » voulue par Emmanuel Macron pour contourner les difficultés d'un face-à-face pesant avec les ex-colonies francophones n'a pas porté ses fruits. Malgré des soubresauts de rapprochement avec le Ghana, l'Angola ou le Kenya, Paris n'est pas attendu dans ces pays où il ne dispose pas des réseaux et du même entretient que dans les pays francophones. Quant à l'accord de défense signé en mars 2019 avec l'Éthiopie à l'occasion de la visite d'Emmanuel Macron à Addis-Abeba, il s'est abîmé sur les massacres de masse perpétrés dans la province du Tigré.

Face à l'ensemble de ces forces d'inertie, que reste-t-il ? Le symbolique. Ce dernier s'est déplacé sur les questions mémorielles (esclavagisme, colonisation...) dont les Africains d'Afrique n'ont finalement que faire, ces derniers, empêtrés dans un quotidien incertain, étant surtout portés sur la politique migratoire ou celle des visas de la France. Symbolique encore avec l'ouverture timide d'archives comme celle de la période coloniale au Cameroun ou concernant les relations franco-burkinabés sous la période sankariste (1983-1987). Or les trois lots livrés sur cette dernière période ne contiennent aucune archive de François Mitterrand, ni de Jacques Chirac. Symbole encore concernant la réforme du franc CFA. Celle-ci reste inachevée, la France maintenant deux leviers essentiels de son attachement que sont sa garantie et l'arrimage de cette monnaie à l'euro. Quant à la restitution d'œuvres d'art, elles ne concernent qu'une trentaine de pièces au moment même où la Belgique a décidé d'en rendre plus de 40.000 à la République démocratique du Congo (RDC, ancien Congo-Belge). De sorte que cette restitution s'apparente davantage à une opération de communication politique.

De fait, le vernis des symboles, des mots et des approches ne doit pas cacher la réalité. Sur le fond, les timides évolutions du « pacte colonial » observées sous le mandat Macron ont irrémédiablement buté sur les résistances alimentées par la dimension historique de la relation bilatérale dont les stigmates demeurent toujours aussi vivaces. ●

REGARD D'EXPERT

Point sur la relation américano-saoudienne



BERTRAND BESANCENOT

est senior advisor chez ESL Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017 il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

L'administration Biden paraît satisfaite des résultats de sa politique à l'égard de l'Arabie Saoudite : Riyad a accru ses efforts pour parvenir à une solution du conflit au Yémen, est resté discret sur les négociations 5+1 avec l'Iran et a même entamé des discussions pour apaiser les tensions avec Téhéran, a libéré plusieurs activistes des droits de la femme en Arabie et a tempéré ses pressions sur

ses opposants extérieurs.

En revanche, les Saoudiens sont moins satisfaits, car ils ont le sentiment que l'administration Biden a empêché leurs gestes sans donner grand-chose en retour. Ils estiment que leur principal partenaire stratégique paraît ne pas voir - et encore moins se féliciter - des changements rapides que le prince héritier a engagés pour réformer l'économie et la société saoudienne.

La déception est certes une donnée fréquente dans les relations bilatérales entre pays, mais la question se pose si l'Arabie Saoudite va interpréter ce « désintérêt » américain comme une nouvelle donne et agir en conséquence.

Riyad est en effet conscient des réserves américaines sur la gestion du royaume par MBS (affaire Khashoggi, droits de l'homme, guerre au Yémen, autoritarisme et impulsivité) et en conséquence, sur l'absence de soutien de l'administration Biden à sa personne.

Le royaume a d'ailleurs pris certaines mesures pour signifier à Washington qu'il pouvait y avoir d'autres options : signa-

ture d'un accord de coopération militaire avec la Russie, discussion avec la Chine pour une nouvelle phase de privatisation de l'ARAMCO, souhait de rehausser la relation avec des partenaires traditionnels comme le Royaume-Uni et la France, etc.

Toutefois tant les Etats-Unis que l'Arabie Saoudite tiennent à préserver leur partenariat stratégique pour les principales raisons suivantes : le lobby militaire-industriel américain ne veut pas perdre le juteux marché saoudien ; les Saoudiens ont toujours besoin - face à l'Iran - d'une protection sécuritaire américaine ; les Etats-Unis ont encore besoin du rôle modérateur saoudien sur le marché pétrolier ; l'Arabie est un acteur majeur au Moyen Orient et au-delà ; sa déstabilisation éventuelle serait dangereuse pour tout le monde, y compris pour les intérêts américains ; et le prince héritier est sérieux dans sa volonté de moderniser le royaume - d'où sa popularité incontestable au sein de la jeunesse saoudienne.

Tous ces différents facteurs prèchent donc pour une coopération renouvelée - sans doute moins exclusive - entre les deux partenaires, sur la base d'intérêts réciproques bien compris. ●

REGARD D'EXPERTE

TRUTH Social : le réseau social de Trump... à l'assaut des Gafa



EMELINE INVERNIZZI

Diplômée d'un master en Communication et Edition Numérique, mais aussi d'une licence en Lettres Modernes, Emeline Invernizzi a suivi un parcours orienté vers la littérature et le cinéma. Elle aime particulièrement les campagnes de communication originales et créatives. Après une expérience en tant que Web Master dans l'événementiel en très haute montagne, Emeline a rejoint l'équipe Antidox en tant que consultante spécialisée en social medias.

« Je sais que tout le monde ici se mettra bientôt en route vers le Capitole, pour manifester pacifiquement et patriotiquement » : les événements du 6 janvier à Washington, au cours desquels plus de 10 000 partisans de Donald Trump ont marché sur le Capitole à la demande du président ont effrayé une partie de l'Amérique, déclenchant la création d'une commission parlementaire dédiée. Ils ont entraîné les Gafa, accusés de ne pas avoir réagi avec une efficacité suffisante, dans une nouvelle crise. La série des « Facebook papers », ces fuites de documents internes, révèle depuis quelques jours que le réseau social a paru débordé par l'événement, pris dans cette contrainte nouvelle posée par le développement des réseaux sociaux : comment filtrer de façon pertinente des contenus dangereux pour la société sans nuire à la nécessaire liberté d'expression ? Le problème est quantitatif (nombre de modérateurs insuffisant en situa-

tion de crise et dans certaines langues ; incapacité des algorithmes de filtre à identifier les contenus problématiques dans la masse des contenus). Il est technique, car les algorithmes destinés à sélectionner les contenus pertinents pour chaque internaute induisent des effets complexes et difficiles à anticiper. Il est qualitatif, politique et philosophique : comment définir un consensus sur les critères qui permettent de décider de la suppression ou de l'existence d'un contenu ? Refusant d'être immobilisés par cette complexité et suite au tollé consécutif à l'entrée intempestive des militants pro-Trump dans le Capitole, les réseaux sociaux les plus influents, Facebook, Twitter ou Youtube, ont pris une mesure ferme : le bannissement des comptes de Donald Trump. Un rude coup pour l'ancien président, dont une part du capital politique dépend de son utilisation radicale des réseaux sociaux.

En réponse à cette mise à l'écart, il a annoncé mi-octobre 2021 le lancement de TRUTH Social, son propre réseau social, opéré par la fusion entre Trump Media & Technology Group et Digital World Acquisition Corp. Une annonce qui a fait le buzz à Wall Street, avec une cotation en bourse et un envol allant jusqu'à +350%, le jeudi 21 octobre. Une occasion pour Donald Trump de prolonger le récit de son combat entre le discours qu'il incarne, placé opportunément du côté de la vérité, de l'authenticité et des valeurs américaines, face aux médias de l'élite, leur censure, leur politiquement correct et leur trahison du peuple américain.

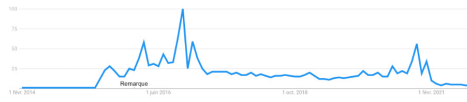
Ce nouveau réseau social repose la question de l'équilibre entre censure et contrôle des contenus et l'ancien président peut sans difficulté placer les réseaux sociaux face à certaines contradictions : « we live in a world where the Taliban has a huge presence on Twitter, yet your favourite American President has been silenced », a-t-il noté.

Un réseau à l'image de Donald Trump

Le nom du nouveau média en dit long sur sa vocation : TRUTH Social arbore pour la politique de l'ancien président des allures de slogan. Un réseau social qui sera donc axé sur des sujets politiques et sociétaux, se démarquant ainsi des entreprises qui avaient exclu l'ancien président, et promouvant une « véritable liberté d'expression ».

TRUTH social prend également des allures de revanche personnelle, mais aussi de pari pour Donald Trump. Il a notamment affirmé vouloir « résister face à la tyrannie des géants des technologies qui ont utilisé leur pouvoir unilatéral pour réduire au silence les voix dissidentes en Amérique ». Est-il vraiment capable de faire de l'ombre à Facebook, Twitter, YouTube ou encore Instagram ? A ce stade, les réseaux sociaux alternatifs conservateurs comme Parler ou Gab n'ont pas rencontré le succès qu'ils espéraient. Le média tech américain The Verge notait en juin 2021 que « selon les données de Sensor Tower, les téléchargements de Parler sont passés de 517 000 en décembre [2020] à 11 000 en juin [2021] ». Si seul l'avenir nous confirmera ou non l'étendue de la puissance de TRUTH Social, nous pouvons déjà spéculer sur une forte affluence des partisans de l'homme

politique. Lorsqu'il était encore présent sur les réseaux sociaux, l'ancien président cumulait 88 millions d'abonnés sur Twitter, 35 millions sur Facebook et 24 millions sur Instagram. Une très bonne base d'abonnés donc pour espérer rassembler les foules sur son tout nouveau média. Mais Donald Trump n'est plus président, et l'intérêt qu'il suscite aujourd'hui dans la société américaine est à peine plus élevé qu'avant 2014, comme le montre le graphique suivant, qui présente le volume de requêtes « Donald Trump » sur Google.



La version bêta, prévue dès novembre 2021, ne sera disponible que sur invitation. La généralisation de la plateforme est quant à elle prévue pour le premier trimestre 2022. Une manière pour le réseau de favoriser l'entre-soi mais aussi la constitution d'une communauté de partisans déjà existante.



En seulement une semaine, « Truth Social » a fait l'objet de 226,8k mentions et a suscité 2,2M d'engagements dans le monde.

La stratégie du réseau social politique fonctionnera-t-elle ?

Martin Avila, le président de la société Rightforge qui va héberger le nouveau réseau social, a dit se préparer à accueillir 75 millions de personnes : de quoi rassembler une partie des conservateurs américains en préparation d'une prochaine campagne électorale.

L'approche est de nature à renforcer le mouvement anti-Gafa présent dans la société américaine, que l'on peut retrouver, pour différentes raisons, chez les Républicains comme chez les Démocrates, comme le montrent les « Facebook Papers ». Donald Trump entend récupérer et densifier la tendance : « Everyone asks me why doesn't someone stand up to Big Tech? Well, we will be soon! » Les tentations sont grandes aux Etats-Unis d'affaiblir des Gafa jugés trop puissants en favorisant une concurrence de plateformes sociales plus petites.

S'il réussit à installer son réseau social, il pourrait contribuer au morcellement des régimes d'opinions et à l'effondrement d'un espace de débat public commun dans la démocratie américaine. Le cloisonnement d'un réseau joue de manière considérable dans la propagation des idées, comme l'a rappelé Laurent Gayard, professeur d'histoire et de sciences politiques : « L'une des caractéristiques principales des réseaux sociaux est d'enfermer les gens dans leur bulle d'opinion, c'est d'ailleurs sur cette caractéristique que l'on pourrait fonder la raison d'être de Facebook et sa plus-value du point de vue économique » (Le Figaro, 25 octobre 2021). Mais les fameux phénomènes de bulle d'opinion ne sont pas toujours avérés, et les plateformes sociales comme Facebook ou YouTube ont introduit des mécanismes pour contrer cet effet algorithmique. L'effet de plateforme de masse des grands réseaux sociaux pourrait donc générer un effet positif pour la discussion en ligne au sens large, à condition qu'un travail permanent soit mené pour optimiser les algorithmes et investir dans la modération.

La réussite de TRUTH Social pourrait morceler les réseaux sociaux autour d'algorithmes et de règles différentes. La tentation de créer des réseaux sociaux politiques a déjà existé dans le passé - elle n'a pas fonctionné jusqu'à présent, probablement en raison de la loi du « winner takes all » qui fait que plus un réseau est utilisé, plus il est intéressant pour chacun de l'utiliser. Mais un bon lancement de TRUTH Social pourrait donner envie à d'autres leaders politiques de lancer leurs propres réseaux sociaux. Et donc participer à transformer à moyen terme les conditions du débat démocratique dans nos sociétés. ●



REGARD D'EXPERTE

Le président Macron et la défense : Le point de vue du général Didier Castres

DIDIER CASTRES



Le général d'armée (2S) Didier CASTRES est un ancien élève de l'École Spéciale Militaire de Saint-Cyr (promotion Montcalm 1980 - 1982). Après un début de carrière classique pendant lequel il alterne affectations en France, à l'Étranger et en opérations extérieures, il rejoint l'Élysée en 2005. Dès lors et pendant plus d'une dizaine d'années, il est impliqué dans la gestion des crises internationales dans leur dimension militaire : à l'Élysée avec les présidents Chirac et Sarkozy puis comme chef du centre de planification et de commandement des opérations (CPCO) à l'état-major des armées et enfin comme sous-chef d'état-major chargé des opérations au ministère de la défense. Après avoir

quitté l'institution militaire, il crée en 2020 un cabinet de conseil (DC TARHA CONSEIL) dans le domaine de la défense et de sécurité nationale dont les services sont essentiellement destinés aux États africains. En 2020, il rejoint le cabinet ESL & Network en tant qu'associé senior.

Le 22 septembre 2021, Robbin Laird et Pierre Tran de Second Line of Defense ont rencontré le général d'armée Didier Castres pour discuter de l'évolution des opérations et de la stratégie militaires sous le président Macron.

Nous [Robbin Laird et Pierre Tran] avons eu une large discussion avec Didier Castres, examinant de nombreux aspects des défis de la gestion de crise pour les forces françaises et leurs alliés.

Sa connaissance approfondie des opérations nationales et en coalition a alimenté la discussion sur les défis importants auxquels les États occidentaux sont confrontés pour défendre leurs intérêts dans

un contexte de changement stratégique. Vers la fin de notre discussion, nous nous sommes concentrés sur le président Macron et la manière dont il a abordé les crises, après avoir discuté de l'évolution du contexte stratégique des opérations militaires.

Il a souvent été noté que lorsque Macron est devenu président, il avait 39 ans et était le plus jeune président de l'histoire de France et le plus jeune chef d'État français depuis Napoléon. Mais M. Castres a ajouté quelques points clés du point de vue d'un officier militaire. Macron est de la nouvelle génération qui n'a pas servi dans la conscription nationale, ce qui s'applique également à la jeune génération au Parlement. C'est un contraste frappant avec le président Chirac qui a servi pendant la guerre d'Algérie et qui, sur la base de sa propre expérience, a averti le président George W. Bush de ce qui se passerait si les États-Unis envahissaient l'Irak. Par ailleurs, Macron est le premier président français né à l'ère de la mondialisation. La mondialisation de l'économie était une évidence pour lui et sa génération. Cette mondialisation, ces prédécesseurs l'ont vue arriver ; mais lui est né dedans. Macron a hérité de crises et a participé à des actions

de coalition, mais il s'est plutôt engagé à modifier ou à remodeler des engagements, plutôt qu' à en initier.

Macron s'est engagé dans la gestion de crise dès le début de son mandat et a adopté une approche que les Britanniques et les Américains appellent une approche « whole of government ». Les séances de son Conseil de défense et de sécurité nationale ne se sont pas limitées à l'armée, à la politique étrangère ou aux services de renseignement. Il a inclus les ministres de la Justice, de l'Éducation et d'autres en fonction de la crise. Du point de vue de Macron, la gestion de la crise n'est pas principalement une opération uniquement militaire ou dirigée par les militaires.

Mais cela soulève la question plus large de savoir comment s'engager dans la gestion de crise du monde tel qu'il est et non du monde que nous pourrions souhaiter.

L'environnement stratégique est en train de changer de manière significative. Les concurrents ou adversaires autoritaires s'efforcent d'utiliser la guerre de l'information, les cyber conflits, les opérations en zone grise et d'autres moyens pour atteindre leurs objectifs tactiques et stratégiques. Comment allons-nous réagir ? Comment allons-nous utiliser des moyens militaires et autres pour contrer ces opérations ?

Une façon d'envisager le défi est de se concentrer sur l'adversaire qui utilise la force létale jusqu'au niveau nécessaire pour atteindre ses objectifs, mais sans générer de conflit militaire conventionnel significatif. Comment contrer les opérations létales et maîtriser avec succès la gestion de l'escalade ?

L'un des principaux défis auxquels sont confrontés les États occidentaux est la forte dépendance à l'égard des coalitions pour façonner les engagements. Le problème a été observé en Afghanistan, a déclaré M. Castres, où les Américains se sont concentrés sur la cohésion d'une coalition de 30 ou 40 nations. Comme il l'a fait remarquer : « Il peut y avoir une cohésion, mais il n'y a plus d'objectifs communs pour l'opération ».

Les coalitions sont construites autour de l'interopérabilité. D'une part, il y a la question de l'interopérabilité militaire, pour que les forces des différentes nations puissent travailler ensemble. D'autre part, il y a le défi plus difficile de l'interopérabilité culturelle. En ce qui concerne l'interopérabilité culturelle, M. Castres a souligné que les différentes nations ont des traditions, des histoires et des attentes différentes en ce qui concerne l'utilisation de la force militaire. Cela signifie que la nature de la coalition mise en place définira les objectifs militaires qui peuvent réellement être atteints. Il a fait remarquer que pour les militaires, il était important d'avoir des objectifs clairs pour l'utilisation de la force. Les militaires comprennent qu'ils ne sont pas engagés pour simplement éliminer un ennemi, mais « pour créer les conditions d'une résolution politique d'une crise ».

« Cela signifie qu'il doit y avoir une discussion franche et honnête entre les politiciens et les chefs militaires sur ce qui est réaliste en termes de ce que l'armée peut réaliser. Nous ne voulons pas que les chefs militaires s'engagent dans le flou et la duplicité en ce qui concerne ce que les militaires peuvent et ne peuvent pas faire. Les objectifs fixés en Afghanistan étaient totalement irréalistes en termes de transformation du pays ; un objectif réaliste consiste à réduire la capacité des terroristes à opérer en dehors de l'Afghanistan, et il existe des moyens militaires pour y parvenir. Mais la transformation d'un pays n'est pas une opération militaire en soi ».

M. Castres a fait valoir que l'espace de combat est en train de se transformer avec la guerre de l'information, les cyber engagements et d'autres moyens visant à gagner la guerre sans combattre.

Cela signifie que l'engagement français en Afrique, par exemple, consiste autant à engager et à gagner une guerre de l'information qu'à contrôler un territoire et à éliminer les bastions terroristes.

Il a affirmé qu'en ce qui concerne les opérations africaines de la France, l'objectif de Macron a été d'aider les nations africaines à créer les conditions dans lesquelles leurs territoires ne fonctionnent pas comme des refuges internationaux pour le djihadisme, et de le faire sans une forte présence permanente de forces occidentales.

Cet objectif est difficile, mais il a été poursuivi à travers trois missions. La première s'inscrit dans la lignée du SOCOM américain en Syrie, en Irak et en Afghanistan, à savoir la traque des chefs terroristes. La deuxième est de construire et de soutenir des partenariats opérationnels avec les troupes françaises et européennes qui vont au combat avec les troupes africaines. C'est ce que l'on a constaté dans les opérations françaises Barkhane et européennes Takuba. La troisième est de fournir une garantie française de soutien aux nations africaines avec des troupes de réaction rapide et un soutien par drones, chasseurs et hélicoptères.

Les Français sont en mesure de mener de telles interventions en raison de l'ADN des opérations expéditionnaires inhérent aux forces françaises. Castres a cité une célèbre déclaration britannique qui capture l'esprit expéditionnaire : « bougez maintenant, les ordres suivront ». Les forces françaises en sont capables de se déplacer plus rapidement que les autres nations européennes après une décision présidentielle de se rendre dans une zone d'intérêt. Il a également noté la capacité des forces françaises à s'adapter aux populations et aux situations locales en Afrique comme un avantage dont disposent les Français.

En bref, le président Macron a été président alors que la mondialisation vacillait, que le conflit avec ISIS et d'autres organisations terroristes a été persistant et que la dynamique de la coalition a été définie par l'Afghanistan, l'Irak et l'Afrique. Le défi consiste à tracer une voie pour la France au sein de ses alliances basées sur la coalition avec l'UE et l'OTAN.

Ce qui est clair, c'est qu'assurer cette logique militaire et de coalition est crucial pour façonner une voie d'avenir pour la France afin de répondre à ses intérêts nationaux. ●



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire
alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.